



101 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° **101** /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 DU **18 DEC 2025**
**EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW.
FINANCEMENT : BIP DU MINTP, EXERCICES 2026, 2027 ET 2028
IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Publics du Ministère des Travaux Publics, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction des ponts métalliques ACROW.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du contrat porteront sur les tâches suivantes :

- L'installation de chantier qui est constitué de la mise à disposition des locaux pour la mission de contrôle, de l'administration et du laboratoire de chantier et de l'amenée et du repli du matériel, de la réalisation des études d'avant-projet détaillé, des plans d'exécution et de recollement et des provisions pour les expropriations et déplacements des tombes ;
- Le dégagement de l'emprise de la chaussée qui consiste à, décaper, abattre des arbres, débroussailler et nettoyer, démolir les buses et dalots, et l'engazonnement des talus ;
- Le terrassement général qui consiste à, déblayer, remblayer, exécuter la couche de forme en graveleux latéritique naturel sur une épaisseur de 30 cm sur les voies d'accès ;
- La réalisation de la chaussée des voies d'accès par la mise en place de couche de fondation en béton de sols d'une épaisseur de 25 cm, de couche de base en grave concassée 0/31,5 de 20 cm d'épaisseur, d'une couche d'imprégnation au cut back 0/1 ou à l'émulsion avec sablage et une couche de revêtement en enduit superficiel bicouche ;
- La réalisation des piles et des culées en béton armé ;
- La mise en place du tablier métallique et des garde-corps en acier (Transport depuis le MARGENIE Douala jusqu'au site concerné et assemblage conformément aux prescriptions techniques).

Ces travaux sont amplement définis dans le CCTP.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en trois (03) lots présentés comme suit :

N° DU LOT	N° OA	REGION	ITINERAIRE	RIVIERE	PORTEE (ml)	DELA I (mois)	MONTANT PREVISIONNE L TTC (FCFA)
1	6	Nord	Mayo Djarendi - Mandingring (route nationale 13)	Mayo Lidi	103,194	24	1 712 299 003
2	30	Centre	Bot Makak -Bissombe- Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobe	30,334	18	1 233 889 408
3	53	Ouest	Santchou (inter P17)- Carrifour Nfounguouo- Marché Echiock-site du pont	Nkam	51,67	24	1 860 678 420
TOTAL					185,198		4 806 866 831

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel desdits travaux est de quatre milliards huit cent six millions huit cent soixante six mille huit cent trente et un (4 806 866 831) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

5. Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des marchés est de vingt-quatre (24) mois pour les lots 1 et 3 et de dix-huit (18) mois pour le lot 2. Ces délais courent à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises de droit camerounais disposant d'une attestation de catégorisation A, B, ou C du sous-secteur « Travaux Publics ».

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : «**Exclusivement en ligne**». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour cet Appel d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC).

Les montants en FCFA desdites garanties sont respectivement de :

Lots	Montant de la caution (en FCFA)
Lot 1	Cinq millions (5 000 000)
Lot 2	Quatre millions (4 000 000)
Lot 3	Cinq millions (5 000 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit centre administratif, Porte 4/36. Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La dossier d'Appel d'Offres sera obtenu dans les Services du Ministère des Travaux Publics aux heures ouvrables, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre cent mille (400 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

- L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 03 FEV 2025 à 11 heures. Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, au plus tard le 03 FEV 2025 à 11 heures, et déposé contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

101 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 101 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 DU 19 DEC 2025
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DES PONTS METALLIQUES ACROW
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES
2026, 2027 ET 2028, IMPUTATION : 36 125 03 33 00 093 523411.
(COPIE DE SAUVEGARDE, RECEPISSE DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION
DE SOUMISSION) ».

- Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres seront irrecevables.

Toutefois, l'offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministère en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 03 FEV 2020 à 12 heures précises

dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise au bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée absente à l'exception de la caution de soumission ;

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après :

- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
- CV d'un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Diplôme universitaire en Génie Civil (Bac + 3 minimum), ayant au moins sept (07) années d'expérience générale en Bâtiment et Travaux Publics, et ayant effectué au poste de conducteur des travaux au moins deux (02) projets dans le domaine de la construction, d'entretien ou de réhabilitation des ouvrages d'art dont au moins un pont mixte de longueur ≥ 25 ml (joindre curriculum vitae signé par le candidat, une copie certifiée conforme du diplôme signée par l'Autorité Administrative, une attestation de disponibilité datée et signée du candidat et une attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) ;
- Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif (indiquant les éléments prouvant l'existence de l'ouvrage), signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- La charte d'intégrité datée et signée ;
- La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;

- Les bilans financiers du soumissionnaire des trois (03) dernières années (2022-2024), Ces bilans financiers doivent justifier que le soumissionnaire a un chiffre d'affaires cumulé moyen sur les trois (03) dernières années (2022-2024), d'au moins trois cent millions (300 000 000) de FCFA ;
- Une attestation de capacité financière ou de mise à la disposition du soumissionnaire d'une ligne de crédit, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, pour préfinancer les travaux, objet de l'Appel d'Offres de référence, à hauteur d'au moins :

Lots	Montant de la capacité financière (en FCFA)
Lot 1	Six cent cinquante millions (650 000 000)
Lot 2	Quatre cent cinquante millions (450 000 000)
Lot 3	Sept cent millions (700 000 000)

- Non justification de la possession en propre du matériel minimum suivant :
 - Deux camions bennes ;
 - Une bétonnière $\geq$ 2000 litres ;
 - Une Pelle excavatrice ;
 - Une Moto Pompe ;
 - Un Pick up ;
 - Une station totale
 - Un Compacteur à pied de mouton ou vibrant.
 - N'avoir pas satisfait au moins 2/4 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel.
- e) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :
- Une soumission timbrée, datée signée et cachetée ;
 - Le bordereau des prix (BPU) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages signé et cachetée à la dernière page ;
 - Le devis quantitatif et estimatif daté, signé et cacheté ;
 - Les sous détails des prix quantifiés paraphés à toutes les pages.
- d) **Fausse déclaration, documents falsifiés ou non authentique, manœuvres frauduleuses.**
- e) **Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.**

15.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé **sur un (01) critère ;**
- b) Le matériel à mobiliser **sur un (01) critère ;**
- c) Les références du soumissionnaire **sur un (01) critère ;**
- d) Une Note méthodologique **un (01) critère ;**

NB : Un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique ne sera pas évalué.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins-disante et remplissant les capacités techniques, administratives et financières requises. Un soumissionnaire ne peut être attributaire qu'au plus un (01) lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables consulté à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^{ème} étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieudit centre administratif, porte 4/36, à la Division des Ouvrages d'Art, Tél. : 222 23 12 56 au Ministère des Travaux Publics ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé le 19 DEC 2025



Emmanuel NGANOU D.



101 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 101 /AAONO/MINTP/CIPM-TCRI/2025 OF 19 DEC 2025,
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF WORKS TO
CONSTRUCT ACROW STEEL BRIDGES.
FINANCING: MINTP PIB, FINANCIAL YEARS 2026, 2027 AND 2028

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of works to construct ACROW steel bridges.

2. Scope of Works

The works to be carried out under this contract concern the following:

- Site installation, which includes making facilities available for the control mission, the administration and the site laboratory, bringing and removal of equipment, carrying out detailed design studies, execution plans and post-completion drawings, making arrangements for expropriations and the relocation of graves;
- Clearing the carriageway right of way, which includes stripping, felling trees, bush clearing, demolishing pipe culverts and box culverts, and carrying out slope turfing;
- General earthworks, which include clearing, backfill, laying of a 30-cm-thick subgrade in natural lateritic gravel on access roads;
- Construction of the carriageways of access roads by laying a 25-cm-thick sub-base with soil concrete, a 20-cm-thick base course with 0/31.5 crushed graded aggregates, a prime coat with 0/1 cut-back or by sandblasting and implementation of a double surface dressing wearing course;
- Construction of reinforced concrete piers and abutments;
- Installation of the steel deck and steel guardrails (Transport from MATGENIE Douala to the site concerned and assembly in accordance with technical specifications).

These works are further detailed in the Special Technical Clauses (CCTP).

3. Allotment

The works consist of **three (3)** lots as follows:

LOT No.	No. of Engineering Structures	REGION	ROUTE	RIVER	SPAN (LM)	TIME FRAME (months)	ESTIMATED AMOUNT, INCL. TAXES (IN CFAF)
1	6	North	Mayo Djarendi - Mandjingring (National Road 13)	Mayo Lidi	103.194	24	1,712,299,003
2	30	Centre	Bot Makak -Bissombe-Nkoumissié Sud - Nguibassal	Lobe	30.334	18	1,233,889,408
3	53	West	Santchou (Inter P17) - Nfounguouo junction - Echiock market - bridge site	Nkam	51.67	24	1,860,678,420
TOTAL					185.198		4,806,866 831

4. Estimated cost:

The estimated cost of work is four billion, eight hundred and six million, eight hundred and sixty-six thousand, eight hundred and thirty-one (4,806,866,831) CFA francs, including taxes.

5. Time Frame

The overall execution time frame is twenty-four (24) months for lots 1 and 3, and eighteen (18) months for lot 2. These take effect from the date of notification of Order to commence service delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all contractors governed by Cameroonian law, having an A, B, or C grading certificate in the "Public Works" Sub-sector.

7. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2026, 2027 and 2028.

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: "Exclusively online". In other words, one cannot submit bids off-line for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Tenders shall include a provisional security (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts, including a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The amounts in CFA francs of the said bonds are respectively:

Lots	Amount of the bid bond in CFAF
Lot 1	Five million (5,000,000)
Lot 2	Four million (4,000,000)
Lot 3	Five million (5,000,000)

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional security.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of the Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works Yaounde, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, Room 4/36, at Etoudi, Administrative Centre. It can also be accessed on line via the COLAPS platform at the following addresses <http://www.marchespublies.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> and on the PCRA website (www.amp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Tender documents may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters at

ETOUDI, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred thousand (400,000) CFA francs.

Upon withdrawal of the Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

- The bid shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on 03-02-2026 at 11 a.m. An uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB and the original of the bid bond shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at Etoudi, administrative centre, no later than 03-02-2026 at 11 a.m. It shall bear the following:

“OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 104 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/CCCM-TR/2025 OF 19 DEC, 2025
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF WORKS TO CONSTRUCT
ACROW STEEL BRIDGES, FINANCING: MINTP PUBLIC INVESTMENT BUDGET,
FINANCIAL YEARS 2026 AND 2027 AND 2028.
(BACKUP COPY, ACKNOWLEDGEMENT RECEIPT FROM CDEC AND ORIGINAL OF
THE BID BOND”.

File size and format

The maximum size of the documents previously mentioned (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Tender Compliance

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

Lot 3	Seven hundred million (700,000,000)
Lot 2	Four hundred and fifty million (450,000,000)
Lot 1	Six hundred and fifty million (650,000,000)
Lots	Amount of the financial capacity in CFAF

A attestation of financial capacity or an available credit line for the tenderer, issued by a first-class bank approved by the Minister in charge of Finance, to pre-finance the works covered by the tender, for an amount of at least:

francs.

last three (3) years (2022-2024) of at least three hundred million (300,000,000) CFA

The tenderer's financial statements for the last three (3) years (2022-2024). These financial statements must demonstrate that the tenderer had an average cumulative turnover over the

Declaration of commitment to respect environmental clauses;

Dated and signed integrity charter;

the structure), signed on the last page by the tenderer;

A documented and illustrated site visit report (indicating the elements proving the existence of

A dated and stamped attestation of site visit, formally signed by the tenderer;

Engineers (NOCE);

and signed by the candidate and an attestation of enrolment into the National Order of Civil

certificate signed by the relevant Administrative Authority, an attestation of availability dated

LMI composite bridge (attach curriculum vitae signed by the candidate, a certified copy of the

engineering structures construction, maintenance or rehabilitation including at least one ≥ 25

sector, and having carried out at least two (2) projects as a works supervisor in the field of

least), with at least seven (7) years' general experience in the Building and Public Works

under the Special Tenders Regulation (RPAO): Civil engineering degree (GCE A-L + 3 at

CV of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements

Contracts (MINMAP);

years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public

The formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three

Incomplete technical offer in the absence of one of the following elements:

session despite the 48-hour extension (except the bid bond);

Failure to submit a document missing from the administrative file during the bid opening

during the bid opening session despite the 48h-hour extension;

Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file

Absence of the bid bond at the bid opening session;

a) Incomplete administrative file due to:

15.1. Eliminator Criteria

15. Evaluation Criteria

their choice, even in the case of consortium.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of

Administrative Centre.

Public Works, located at Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at Etoudi.

Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of

The tenders shall be opened at once on ~~03-02-2024~~ at noon prompt in the meeting room of the

14. Opening of Tenders

expire before the launching date of the Call for Tenders.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not

bid bond presented by the bidder during bid opening session shall be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A

- No proof of following minimum in-house equipment:
 - Two dump trucks;
 - One concrete mixer $\geq 2,000$ litres;
 - One excavator;
 - One motor-pump;
 - One pick-up vehicle;
 - One total station
 - One vibratory or sheepsfoot roller.
- Failure to meet 2/4 essential criteria, including the equipment criterion.
- c) **Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:**
 - A stamped dated and signed bid;
 - The Unit Price schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
 - Signed, stamped and dated Bill of Quantities;
 - Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages.
- d) **False declaration, forged or unauthentic documents, corrupt practices.**
- e) **Failure to comply with the file format for tenders submitted on-line.**

15.2 Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated out of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff on **one (1) criterion**;
- b) Equipment to be mobilised on **one (1) criterion**;
- c) Contractor's references on **one (1) criterion**;
- d) Methodology note on **one (1) criterion**;

Note: Any State employee without proof of release from the public service shall not be assessed.

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder meeting the technical, administrative and financial requirements. A tenderer may only be awarded a maximum of one (1) lot.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Building A of the headquarters of the Ministry of Public Works, at Etoudi, administrative centre, Room 4/36, Division of Engineering Structures, Tel.: 222 23 12 56 at the Ministry of Public Works or on line on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.